

Rapport de la commission chargée d'étudier le préavis municipal N° 23/2017 - Révision du Règlement du port de La Tour-de-Peilz.

Au Conseil Communal de La Tour-de-Peilz,

Monsieur le Président du Conseil,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission chargée d'examiner le préavis susmentionné a eu lieu le mardi 7 novembre 2017 à 19h.30 à la salle n° 3 de la Maison de commune.

Elle était composée des membres suivants :

Madame, Ingrid Mamin
Messieurs Jean-François Treyvaud
Nicolas Bastard
Michel Culand
Guillaume Jung
Jules Kläy
Christian Grobéty, président-rapporteur

La commission salue Monsieur Alain Grangier, syndic et délégué municipal et le remercie de sa présence.

Informations de la Municipalité

Monsieur Alain Grangier, maîtrisant parfaitement le sujet, explique chaque point révisé faisant l'objet dudit préavis et répond de façon claire et précise aux questions posées par les délégués présents.

Ce dernier nous précise que les modifications apportées au présent règlement découlent d'une part de changements imposés par le Service des automobiles et de la navigation (suppression des copropriétés, entre autres) et, d'autre part, d'une volonté de la Municipalité de rétablir plus d'équité dans l'attribution de places d'ancrage ou d'entreposage, en adaptant certains points au contexte actuel de la navigation.

En date du 31 octobre dernier, Monsieur Grangier s'est réuni avec diverses sociétés locales du domaine des affaires portuaires et lacustres, afin d'avoir leur avis consultatif sur cette révision partielle du Règlement du port.

Il en est ressorti deux nouvelles corrections possibles à apporter aux autres modifications proposées par le préavis municipal N° 23/2017, dont Monsieur Grangier nous fait part en invitant la commission à en débattre.

Concernant les tarifs en vigueur pour le port de La Tour-de-Peilz, Monsieur Grangier nous précise que son financement est sain, « qu'il s'autofinance » (au vu de son âge, les investissements sont amortis).

Afin de répondre à certaines questions posées et comme mentionné dans le document « Tarif général du port », Monsieur Grangier nous indique que les habitants domiciliés sur notre Commune paient un

tarif d'ancrage de 100 %, alors que les pêcheurs professionnels et le garde-port bénéficient d'une réduction de 50 %.

Maintenant, si une personne domiciliée à La Tour-de-Peilz devait déménager hors de notre Commune, le tarif appliqué serait alors de 200 % (double taxe).

Délibération

L'ensemble des membres de la commission est satisfait des explications et arguments donnés par Monsieur Alain Grangier.

Chaque article modifié constituant cette révision est donc étudié et c'est à l'unanimité que tous sont approuvés à l'exception des articles 9 et 13 qui font l'objet d'amendements ; ces amendements étant également décidés et acceptés à l'unanimité des délégués présents.

Vœu d'un commissaire

Un commissaire regrette que le règlement ne stipule rien quant aux « bateaux ventouses ».

Il évoque la pratique zurichoise qui demande au propriétaire d'embarcation de confirmer chaque année le souhait de disposer d'une place pour son bateau.

Ce commissaire suggère que la Municipalité en fasse de même, ou de manière plus épisodique.

Pour être complet, on pourra ajouter la réponse faite par Monsieur Alain Grangier, qu'une démarche de ce type a été menée auprès de propriétaires de certains dériveurs qui nécessitaient un entretien à vue d'œil.

Amendements proposés par la commission

C'est à l'unanimité, que la commission chargée d'examiner ce préavis propose au Conseil communal **les trois amendements suivants** :

** Premier amendement*

~~Copropriété – Personnes morales~~

~~Art. 9 – Seules les copropriétaires ou propriétés communes dûment inscrites sur le permis de navigation sont reconnues. Seuls le nom d'une des personnes physiques et son domicile figurant sur le permis de navigation sont pris en considération pour l'attribution d'une place.~~

Décès du propriétaire

~~Art. 9 - En cas de décès du titulaire d'un droit d'ancrage, une nouvelle autorisation peut être délivrée à l'héritier direct **à la condition que celui-ci soit titulaire du permis de conduire correspondant au bateau dans un délai de deux ans.** Le permis de conduire de l'héritier direct peut être exigé.~~

** Deuxième amendement (relatif à la sémantique)*

Attribution des places - Règles générales

~~Art. 13 - Les places sont attribuées par la Municipalité pour la durée d'un an, **du 1^{er} juin au 31 mai 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante**, sans engagement quant au maintien de l'emplacement ou~~

à la durée de la location au-delà d'une année. L'autorisation est renouvelable d'année en année. Le délai de résiliation s'applique par analogie selon l'alinéa suivant.

Elles peuvent être retirées moyennant avis motivé de la Municipalité, conformément à l'art. 21.

Un propriétaire ne peut obtenir qu'une seule place à l'eau ~~et~~ ou une seule place à terre.

** Troisième amendement*

Attribution des places - Règles générales

Art. 13 - Les places sont attribuées par la Municipalité pour la durée d'un an, ~~du 1^{er} juin au 31 mai 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante~~, sans engagement quant au maintien de l'emplacement ou à la durée de la location au-delà d'une année. L'autorisation est renouvelable d'année en année. Le délai de résiliation s'applique par analogie selon l'alinéa suivant.

Elles peuvent être retirées moyennant avis motivé de la Municipalité, conformément à l'art. 21.

Seul le nom d'une personne physique est pris en considération pour l'attribution d'une place.

Un propriétaire ne peut obtenir qu'une seule place à l'eau ~~et~~ ou une seule place à terre.

Conclusions

En conclusion, c'est à l'unanimité, que nous vous demandons, Monsieur le Président du Conseil, Mesdames et Messieurs les Conseillers, d'adopter les conclusions suivantes telles qu'amendées :

Le Conseil communal de La Tour-de-Peilz,

- vu le préavis municipal N° 23/2017,
- ouï le rapport de la commission chargée d'examiner ce dossier,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'adopter le nouveau règlement du port de La Tour-de-Peilz, tel que présenté, sous réserve de son approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement ;
2. de fixer son entrée en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement.

La Tour-de-Peilz, le 14 novembre 2017

Au nom de la commission,

Christian Grobéty,
Président-rapporteur

PRÉAVIS MUNICIPAL N° 23/2017

le 25 octobre 2017

Révision du Règlement du port de La Tour-de-Peilz.

1003-ADM-1710-PAD-rc-preavis_23-Revision_regl_port.docx

Au Conseil communal de
1814 La Tour-de-Peilz

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Ce préavis a pour objet de soumettre à votre Autorité la révision partielle du Règlement du port, datant de 2003.

2. Préambule

Le présent règlement définit les compétences des pouvoirs publics et de l'administration communale ainsi que les obligations et droits des usagers relatifs à la gestion et à l'utilisation du port de La Tour-de-Peilz.

3. Situation

Depuis l'entrée en vigueur du Règlement du port en 2003, le Service des automobiles et de la navigation (SAN) a modifié les règles relatives à l'attribution des permis de navigation (suppression des copropriétés, entre autres). Par ailleurs, il ressort qu'au vu des situations et des cas particuliers rencontrés au cours de ces dernières années, différentes révisions et adaptations doivent être apportées à plusieurs articles de la réglementation en vigueur. Il s'agit en particulier de questions liées aux successions, aux demandes et attributions des places, aux dates d'hivernage et aux dimensions des bateaux selon leur emplacement.

Le projet de règlement du port est annexé au présent préavis.

4. Historique

En 1992, la Municipalité avait procédé à la révision des aspects liés à l'administration du port afin de moderniser le règlement de 1968. En 2003 et dans le cadre du projet de construction de la nouvelle estacade, la Municipalité avait dû procéder à une nouvelle révision. Celle-ci a été approuvée par le Conseil d'Etat le 13 août 2003.



5. Projet

Les révisions et adaptations des articles par rapport au règlement actuellement en vigueur sont indiquées en :

- **rouge** pour les révisions proposées par la Municipalité,
- **jaune** pour les adaptations demandées par la Direction générale de l'environnement (DGE) – Gestion du domaine public des eaux (courrier du 26 septembre 2017).

Les principales révisions du règlement concernent notamment les articles suivants :

- Art. 8 Le propriétaire figurant sur le permis de navigation doit être titulaire d'un permis de conduire correspondant au permis de navigation du bateau.
- Art. 9 En cas de décès d'un titulaire d'un droit d'ancrage, une nouvelle autorisation peut être délivrée à l'héritier direct, à la condition que celui-ci soit titulaire du permis de conduire correspondant au bateau dans un délai de deux ans.
- Art. 12 Modification de l'âge pour le droit d'ancrage et la demande de place.
- Art. 13 Modification du nombre de place attribuée à un propriétaire.
- Art. 16 Détermination des largeurs maximum des bateaux aux trois estacades.
- Art. 23 Extension de la période d'hivernage.
- Art. 39 Stand Up Paddle.

6. Procédures

Seules les révisions du règlement sont soumises à la décision du Conseil communal. Les différentes étapes d'approbation du règlement, sont listées ci-dessous :

- Approbation du règlement et du tarif général du port par la Municipalité dans sa séance du 14 août 2017.
- Préavis de la Direction générale de l'environnement (DGE), Département du territoire et de l'environnement.
- Approbation du Règlement par le Conseil communal.
- Approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement.

7. Planning

Dès l'adoption du préavis par votre Conseil, le règlement pourra être transmis à la DGE pour approbation.

8. Conséquences financières

Aucune conséquence financière, hormis les frais d'impression du document.

9. Personnel communal

Il n'y a aucune conséquence sur le personnel communal.



10. Développement durable

10.1. Social

Le port fait partie intégrante de la vie des Boélandes et Boélands. Il est notamment un lieu de navigation, de détente, de rencontre, de fête et de baignade. Le Cercle de la Voile de Vevey-La Tour (CVVT), qui fêtera ses 100 ans en 2018 est, avec son école de voile, un club très actif, notamment dans la formation des jeunes à la voile.

10.2. Economique

Le tarif général du port fixe les taxes d'ancrage, d'entreposage à terre, d'hivernage et de carénage.

10.3. Environnement

Il n'y a pas d'incidence directe sur l'environnement.

11. Conclusions

En conclusion, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil communal de La Tour-de-Peilz,

- vu le préavis municipal N° 23/2017,
- ouï le rapport de la commission chargée d'examiner ce dossier,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

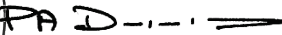

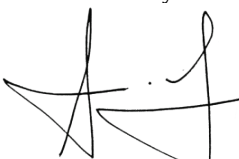
décide :

1. d'adopter le nouveau règlement du port de La Tour-de-Peilz, tel que présenté, sous réserve de son approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement ;
2. de fixer son entrée en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le syndic :

Le secrétaire :



Alain Grangier

Pierre-A. Dupertuis

Annexes :

- Règlement du port du 13 août 2003 avec révisions et adaptations
- Tarif général du port

Délégué municipal : Alain Grangier

Adopté par la Municipalité le 9 octobre 2017



VILLE DE
LA **T**OUR
DE-**PEILZ**

REVISION DU REGLEMENT DU PORT

du 13 Août 2003

RÈGLEMENT DU PORT DE LA TOUR-DE-PEILZ

I.	Dispositions générales	(Art. 1 à 9)
II.	Places d'amarrage et d'entreposage à terre des bateaux	(Art. 10 à 22)
III.	Hivernage des bateaux, travaux de carénage et d'entretien Utilisation de la grue	(Art. 23 à 26)
IV.	Amarrage, entreposage et entretien des bateaux, bers et autres matériels	(Art. 27 à 32)
V.	Tarif	(Art. 33 à 35)
VI.	Police du port	(Art. 36 à 42)
VII.	Dispositions finales	(Art. 43 à 46)

	Règlement actuel	Modifications proposées
		<ul style="list-style-type: none"> • rouge pour les révisions proposées par la Municipalité • jaune pour les adaptations demandées par la Direction générale de l'environnement (DGE) – Gestion du domaine public des eaux (courrier du 26 septembre 2017).
	TITRE I	
	DISPOSITIONS GENERALES	
But	<p>Art. 1 Le présent règlement définit les compétences des pouvoirs publics et de l'administration communale ainsi que les obligations et droits des usagers relatifs à la gestion et à l'utilisation du port de La Tour-de-Peilz, de ses abords immédiats et dépendances (ci-après désignés : le port), aménagé et exploité en vertu de la concession no 112 du 6 juillet 1988 délivrée par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud à la Commune de La Tour-de-Peilz (ci-après désignée : la Commune). Dite concession autorise celle-ci à faire usage des eaux et grèves d'un secteur du lac Léman pour l'aménagement et la gestion d'un port public.</p>	<p>Art. 1 Le présent règlement définit les compétences des pouvoirs publics et de l'administration communale ainsi que les obligations et droits des usagers relatifs à la gestion et à l'utilisation du port de La Tour-de-Peilz, de ses abords immédiats et dépendances (ci-après désignés : le port), aménagé et exploité en vertu de la concession no 112 347/612 du 6 juillet 1988 délivrée par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud à la Commune de La Tour-de-Peilz (ci-après désignée : la Commune). Dite concession autorise celle-ci à faire usage des eaux et grèves d'un secteur du lac Léman pour l'aménagement et la gestion d'un port public.</p>
Application	<p>Art. 2 Il s'applique, selon plan de situation annexé, aux eaux concédées par l'Etat à la Commune comme port public de plaisance, soit la zone comprise entre la grande jetée du Château et l'extrémité Est de la Poteylaz. Les dispositions du présent règlement s'appliquent par analogie à la place de stationnement à terre et autres dépendances du port désignées par la Municipalité.</p>	
Réserve d'application	<p>Art. 3 Les dispositions du présent règlement sont applicables sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fédérales, cantonales et communales régissant les mêmes matières, et concernant notamment : la navigation, la pêche, les douanes, la protection des eaux contre la pollution, le</p>	Art. 3

	<p>marchepied, la police des constructions, la police et la répression des contraventions, l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public, ainsi que l'élimination des véhicules automobiles hors d'usage et autres objets métalliques encombrants.</p> <p>Demeurent réservées les dispositions du Règlement international de la navigation sur le Léman du 7 décembre 1976, de même que les compétences légales et réglementaires des autorités cantonales de police.</p> <p>Le Règlement général de police de La Tour-de-Peilz s'applique au port, pour autant que le présent règlement n'y déroge pas.</p>	<p>Le Règlement général de police de La Tour de Peilz Le règlement général de police de l'Association de communes Sécurité Riviera s'applique au port, pour autant que le présent règlement n'y déroge pas.</p>
<p>Autorité portuaire - Compétences</p>	<p>Art. 4 Sur le plan général, la gestion, l'aménagement, l'entretien et la surveillance du port sont du ressort de la Municipalité qui peut déléguer ses compétences.</p> <p>Un garde-port, nommé et assermenté par la Municipalité, est chargé d'exercer la surveillance et la police du port. Il jouit des mêmes compétences qu'un membre de la police municipale pour ce qui concerne la police de la navigation et la police du port.</p>	<p>Art. 4</p> <p>Un garde-port, nommé et assermenté par la Municipalité, est chargé d'exercer la surveillance et la police du port. Il jouit des mêmes compétences qu'un membre de la police municipale du corps de police pour ce qui concerne la police de la navigation et la police du port.</p>
<p>Utilisation des installations</p>	<p>Art. 5 L'utilisation des places à terre, installations et engins mis par la Commune à disposition des usagers est subordonnée à l'autorisation de l'autorité portuaire.</p> <p>Cette autorisation peut être conférée à des sociétés. Les conditions en sont alors fixées préalablement par la Municipalité.</p> <p>Il est perçu une redevance pour tout raccordement de longue durée au réseau électrique. Une demande préalable écrite devra être faite à la Municipalité.</p>	

Responsabilités	<p>Art. 6 La Commune décline toute responsabilité pour les dommages personnels ou matériels subis par les usagers dans le port, y compris en cas d'utilisation des installations ou engins mis par elle à leur disposition. Le bénéficiaire d'une autorisation est responsable vis-à-vis des tiers de tous dommages qu'il pourrait causer dans le port.</p> <p>L'art. 58 du Code des obligations est réservé.</p>	
Assurances	<p>Art. 7 Les propriétaires de bateaux doivent être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile et d'une assurance contre l'incendie. Il leur appartient par ailleurs de conclure les assurances facultatives nécessaires pour se prémunir contre tous risques et pour couvrir leurs bateaux et autres matériels se trouvant tant dans le port que sur les places à terre ou d'hivernage.</p>	
Propriétaire	<p>Art. 8 Un seul propriétaire figurant sur le permis de navigation est pris en considération pour l'attribution d'une place.</p>	<p>Art. 8 Un Seul le propriétaire figurant sur le permis de navigation est pris en considération pour l'attribution d'une place. Ce dernier doit être titulaire d'un permis de conduire correspondant au permis de navigation du bateau selon l'art. 10</p>
<p>Copropriété- Personnes morales</p> <p>Décès du propriétaire</p>	<p>Art. 9 Seules les copropriétés ou propriétés communes dûment inscrites sur le permis de navigation sont reconnues. Seuls le nom d'une des personnes physiques et son domicile figurant sur le permis de navigation sont pris en considération pour l'attribution d'une place.</p>	<p>Art. 9 Seules les copropriétés ou propriétés communes dûment inscrites sur le permis de navigation sont reconnues. Seuls le nom d'une des personnes physiques et son domicile figurant sur le permis de navigation sont pris en considération pour l'attribution d'une place.</p> <p>Art. 9 En cas de décès du titulaire d'un droit d'ancrage, une nouvelle autorisation peut être délivrée à l'héritier direct, à la condition que celui-ci soit titulaire du permis de conduire correspondant au bateau dans un délai de deux ans</p>

	TITRE II	
	PLACES D'AMARRAGE ET D'ENTREPOSAGE A TERRE DES BATEAUX	
Définition du terme "bateau"	Art. 10 Est considéré comme bateau, au sens du présent règlement, toute embarcation ou autre ouvrage flottant sur l'eau et pouvant s'y mouvoir ou y être mû. En cas de doute, les dispositions de l'Ordonnance fédérale du 8 novembre 1978 sur la navigation dans les eaux suisses sont applicables.	Art. 10 Est considéré comme bateau, au sens du présent règlement, toute embarcation ou autre ouvrage flottant sur l'eau et pouvant s'y mouvoir ou y être mû. En cas de doute, les dispositions de l'Ordonnance fédérale du 8 novembre 1978 sur la navigation dans les eaux suisses sont applicables. tout véhicule servant à la navigation, tout corps flottant destiné au déplacement sur ou sous la surface de l'eau ainsi que tout engin flottant (Ordonnance fédérale sur la navigation dans les eaux suisses).
Séjour dans le port	Art. 11 Aucun bateau, ne peut séjourner dans le port, même temporairement, sans autorisation de l'autorité portuaire, cas de force majeure réservé.	Art. 11 Aucun bateau, ne peut séjourner dans le port ou à terre , même temporairement, sans autorisation de l'autorité portuaire, cas de force majeure réservé.
Demande de place	Art. 12 Toute personne en âge de posséder un permis de navigation qui désire bénéficier d'une place doit en faire la demande à la Municipalité. La formule ad hoc sera contresignée par un parent ou le représentant légal pour les mineurs. Aucune autorisation n'est délivrée aux enfants de moins de 8 ans révolus pour une place à terre et moins de 16 ans révolus pour une place à l'eau.	Art. 12 Toute personne en âge de posséder un permis de navigation qui désire bénéficier d'une place doit en faire la demande à la Municipalité. La formule ad hoc sera contresignée par un parent ou le représentant légal pour les mineurs. Aucune demande de place n'est acceptée pour des enfants de moins de 6 ans. Aucune autorisation n'est délivrée aux enfants de moins de 8 ans révolus pour une place à terre et moins de 16 14 ans révolus pour une place à l'eau sous réserve de l'art. 8
Attribution des places - Règles générales	Art. 13 Les places sont attribuées par la Municipalité pour la durée d'un an, du 1er juin au 31 mai de l'année suivante, sans engagement quant au maintien de l'emplacement ou à la durée de la location au-delà d'une année. L'autorisation est renouvelable d'année en année. Le délai de résiliation s'applique par analogie selon l'alinéa suivant.	Art. 13 Les places sont attribuées par la Municipalité pour la durée d'un an, du 1er juin au 31 mai 1^{er} janvier au 31^{er} mai 31 décembre de l'année suivante, sans engagement quant au maintien de l'emplacement ou à la durée de la location au-delà d'une année. L'autorisation est renouvelable d'année en année. Le délai de résiliation s'applique par analogie selon l'alinéa suivant.

	<p>Elles peuvent être retirées moyennant avis motivé de la Municipalité, conformément à l'art. 21.</p> <p>Un propriétaire ne peut obtenir qu'une seule place à l'eau et une seule place à terre.</p>	<p>Un propriétaire ne peut obtenir qu'une seule place à l'eau et ou une seule place à terre.</p>
Incessibilité- Sous-location	<p>Art. 14 L'autorisation est personnelle et incessible, même en cas de vente du bateau. Elle n'est valable que pour le bateau mentionné sur le permis de navigation enregistré par l'autorité portuaire.</p> <p>Toutefois, en cas de vente du bateau à une personne régulièrement domiciliée sur le territoire de la Commune et inscrite sur la liste d'attente depuis plus de 5 ans, le transfert simultané de la place à l'acheteur doit être demandée par le vendeur.</p> <p>Le cas échéant, la Municipalité peut donner son accord dans le cadre du respect du présent règlement.</p> <p>Il est interdit de sous-louer les places. Il est toutefois possible de les mettre à disposition de tiers, pour une période limitée, avec l'accord préalable de l'autorité portuaire. L'art. 24 est réservé.</p>	
Places d'amarrage	<p>Art. 15 Les places sont attribuées en fonction des dimensions du bateau. Elles seront refusées pour les bateaux ne répondant pas aux dimensions précisées à l'art. 16 ou qui dépassent les installations portuaires existantes.</p> <p>Seules les dimensions portées sur le permis de navigation sont prises en considération.</p> <p>Les emplacements d'ancrage sont signalés au moyen de bouées.</p>	
Dimensions maximales	<p>Art. 16 Les bateaux au bénéfice d'une place à l'eau ne peuvent dépasser la longueur de 14,20 m et la largeur de 4,50 m.</p> <p>Les bateaux d'une largeur de plus de 2,80 m seront normalement placés à la digue de Vaudaire.</p>	Art. 16

	<p>Les bateaux au bénéfice d'une place à terre ne peuvent dépasser la longueur de 6,10 m et la largeur de 3,10 m.</p> <p>Des dérogations peuvent être accordées, à titre provisoire, par la Municipalité pour des bateaux de régates servant à l'entraînement régulier en vue de compétitions.</p>	<p>A la Grande estacade et à l'Estacade du club nautique, la largeur maximum des bateaux est de 2,30m.</p> <p>A la Nouvelle estacade, la largeur maximum des bateaux est de 2,65m.</p>
Portée de l'autorisation	<p>Art. 17 L'autorisation donne à son titulaire le droit d'amarrer le bateau mentionné dans la demande, à l'emplacement qui lui est assigné par le garde-port. L'octroi d'une place à l'eau ne confère pas à son titulaire le droit de garer son embarcation à terre, ni d'utiliser les places réservées aux visiteurs.</p>	
Changement de bateau - Changement de place	<p>Art. 18 Tout changement de bateau doit obligatoirement être soumis par écrit à l'accord préalable de l'autorité portuaire qui n'est pas tenue d'octroyer une autre place.</p> <p>Afin de gérer au mieux les places en fonction des dimensions et du type de bateau, l'autorité portuaire se réserve le droit de changer les bateaux de place.</p>	
Places "visiteurs"	<p>Art. 19 Tout bateau étranger au port est considéré comme visiteur, qu'il soit sur une place "visiteurs" ou sur une place privée, et le navigateur est tenu de s'annoncer immédiatement au garde-port.</p> <p>Un visiteur ne peut séjourner plus de dix jours par mois, dont au maximum 8 jours consécutifs.</p> <p>Du 1^{er} mai au 31 octobre, une taxe est perçue dès la première nuit.</p> <p>Du 1^{er} novembre au 30 avril, les places "visiteurs" sont gratuites et limitées à 10 jours par mois.</p>	<p>Art. 19</p> <p>Un visiteur ne peut séjourner plus de dix jours par mois, dont au maximum 8 jours consécutifs.</p>

<p>Ordre d'attribution des places</p>	<p>Art. 20 Les personnes régulièrement domiciliées sur le territoire de la Commune ont priorité pour l'octroi des autorisations.</p> <p>Les personnes non domiciliées dans la Commune peuvent obtenir une autorisation pour autant que toutes les demandes mentionnées à l'alinéa précédent soient satisfaites.</p> <p>Les mêmes principes s'appliquent aux titulaires d'une place d'amarrage qui en désirent une autre (selon art. 13, al. 3).</p> <p>La Municipalité tient à cet effet une liste d'attente. Celle-ci peut être consultée par les intéressés.</p> <p>Lorsqu' une place se libère, la Municipalité en avise la première personne inscrite dont la demande correspond à la place disponible, en lui fixant un délai pour confirmer par écrit son acceptation; faute de réponse positive dans le délai imparti, la Municipalité procède comme indiqué ci-dessus avec les requérants suivants.</p> <p>En cas de vente du bateau, dans le cadre défini à l'art.14 al. 2, la procédure ci-dessus n'est pas appliquée.</p>	<p>Art. 20</p> <p>Les mêmes principes s'appliquent aux titulaires d'une place d'amarrage qui en désirent une autre (selon art. 13, al. 3).</p> <p>Lorsqu' une place se libère, la Municipalité en avise la première personne inscrite dont la demande correspond à la place disponible, en lui fixant un délai de 30 jours pour confirmer par écrit son acceptation ou non ; faute de réponse positive dans le délai imparti, la Municipalité procède comme indiqué ci-dessus avec les requérants suivants.</p>
<p>Retrait des autorisations</p>	<p>Art. 21 La Municipalité peut en tout temps, moyennant un préavis de 30 jours, retirer l'autorisation à des titulaires enfreignant le présent règlement. La décision sera précédée d'un avertissement.</p> <p>L'autorisation peut également être retirée:</p> <ul style="list-style-type: none"> - si le permis de navigation a été annulé depuis plus de 6 mois sans que le bateau n'ait été remplacé ; - si la taxe de location demeure impayée plus de 3 mois après son échéance, malgré un rappel assorti de la menace de résiliation ; - si le bénéficiaire a obtenu pour le même bateau une autre autorisation dans une autre commune ; - si la place demeure inoccupée sans motifs valables pendant une année ; - lorsqu'un bateau est dégradé ou à l'abandon ; 	

	<p>- si le titulaire quitte définitivement la Suisse.</p> <p>Une fois la décision exécutoire, la Municipalité peut faire évacuer le bateau aux frais et risques du propriétaire s'il ne s'exécute pas dans un délai de 30 jours.</p> <p>La Municipalité peut, au surplus, retirer sans délai le droit d'ancrage ou d'amarrage en cas de violation grave ou répétée des dispositions du règlement.</p>	
Modification d'adresse ou de l'équipement du bateau	<p>Art. 22 Tout propriétaire ou détenteur d'une embarcation bénéficiant d'une autorisation doit, dans les quinze jours, annoncer à la Municipalité tout changement d'adresse ou d'équipement de son bateau, nécessitant une modification du permis de navigation.</p> <p>L'avis doit être accompagné du permis de navigation nouveau ou mis à jour.</p>	
	TITRE III	
	HIVERNAGE DES BATEAUX ET TRAVAUX DE CARENAGE ET D'ENTRETIEN - UTILISATION DE LA GRUE	
Période d'hivernage	<p>Art. 23 La période d'hivernage s'étend du 1^{er} novembre au 30 avril de l'année suivante.</p>	<p>Art. 23 La période d'hivernage s'étend du 1^{er} novembre 15 octobre au 30 avril 15 mai de l'année suivante.</p>
Hivernage	<p>Art. 24 Les places d'hivernage sont réservées en priorité aux bateaux bénéficiaires d'un droit d'ancrage au port de La Tour-de-Peilz ou dont les propriétaires sont inscrits sur la liste d'attente. Parmi ces derniers, ont priorité les propriétaires domiciliés dans la Commune.</p> <p>Une taxe d'hivernage sera perçue dans tous les cas par l'autorité portuaire, le paiement d'une taxe d'ancrage ne dispensant pas du paiement de la taxe d'hivernage à terre.</p> <p>Tout titulaire d'un droit d'ancrage à l'eau peut, durant la période d'hivernage, prêter sa place à un tiers. Il en avertit d'avance et par écrit l'autorité portuaire, en donnant le nom dudit tiers et en</p>	<p>Art. 24</p> <p>Tout titulaire d'un droit d'ancrage à l'eau peut, durant la période d'hivernage, prêter sa place à un tiers. Il en avertit d'avance et par écrit l'autorité portuaire, en donnant le nom dudit tiers et en</p>

	<p>s'engageant à ce que celui-ci libère la place au plus tard le 30 avril. La responsabilité du titulaire de l'ancrage reste seule engagée vis-à-vis de la Municipalité.</p> <p>Il ne sera pas perçu de taxe d'hivernage à l'eau dans ces cas.</p>	<p>s'engageant à ce que celui-ci libère la place au plus tard le 30 avril 15 mai. La responsabilité du titulaire de l'ancrage reste seule engagée vis-à-vis de la Municipalité.</p>
Utilisation des places d'hivernage	<p>Art. 25 Les usagers de places d'hivernage sont autorisés à effectuer des travaux de carénage et d'entretien de leurs bateaux pendant la période d'hivernage. Ceux-ci doivent être terminés au plus tard le 15 mai. Tout dépassement fera l'objet d'une demande écrite préalable à l'autorité portuaire et sera soumis à une taxe journalière.</p> <p>Les intéressés sont tenus de prendre toutes les précautions pour éviter la pollution des eaux et doivent par ailleurs maintenir lesdites places d'hivernage en parfait état d'ordre et de propreté.</p>	<p>Art. 25 Les usagers de places d'hivernage sont autorisés à effectuer des travaux de carénage et d'entretien de leurs bateaux pendant la période d'hivernage. Ceux-ci doivent être terminés au plus tard le 15 mai. Tout dépassement fera l'objet d'une demande écrite d'un accord préalable à de l'autorité portuaire et sera soumis à une taxe journalière.</p>
Carénage - Utilisation de la grue	<p>Art. 26 Les titulaires d'un droit d'ancrage au port de La Tour-de-Peilz, de même que les personnes inscrites sur la liste d'attente qui sont domiciliées dans la Commune, sont autorisés à caréner toute l'année.</p> <p>Les intéressés sont tenus de prendre toutes les précautions pour éviter la pollution des eaux et doivent par ailleurs maintenir les places utilisées en parfait état d'ordre et de propreté.</p> <p>L'utilisation de la grue se fait en accord avec le C.V.V.T (Cercle de la Voile Vevey-La Tour), qui en est le propriétaire.</p>	<p>Art. 26 Les titulaires d'un droit d'ancrage au port de La Tour-de-Peilz, de même que les propriétaires inscrits sur la liste d'attente qui sont domiciliées dans la Commune, sont autorisés à caréner toute l'année. Du 15 octobre au 15 mai, 10 jours et du 16 mai au 14 octobre, 3 jours.</p>
	TITRE IV	
	AMARRAGE, ENTREPOSAGE ET ENTRETIEN DES BATEAUX, BERS ET AUTRES MATERIELS	
Matériel d'amarrage	<p>Art. 27 Les dispositifs individuels d'amarrage (corps-morts, chaînes, bouées, etc.) sont fournis par les titulaires des droits d'ancrage et restent leur propriété. Ils doivent être agréés par le garde-port et ne peuvent être mis en place que sous son contrôle et selon ses indications.</p>	<p>Art. 27 Les dispositifs individuels d'amarrage (corps-morts, chaînes, bouées, etc.) sont fournis par les titulaires des droits d'ancrage et restent leur propriété. Ils doivent être agréés par le garde-port et ne peuvent être mis en place que sous son contrôle et selon ses indications.</p>

	<p>Les titulaires des droits d'ancrage sont responsables de la solidité, de l'équilibre et de l'entretien de leurs dispositifs d'amarrage. Cas échéant, ils sont tenus d'exécuter, dans les délais les plus brefs, les travaux d'entretien exigés par le garde-port.</p>	
Amarrage	<p>Art. 28 Les embarcations doivent être amarrées solidement, de manière à éviter que des dommages puissent être causés aux bateaux voisins et aux installations portuaires. Toutes les amarres reliant les bateaux à la digue ou à l'estacade seront équipées d'amortisseurs. Au surplus, tous les bateaux doivent être munis d'un nombre suffisant de pare-battage, dont les dimensions et la disposition assurent une réelle protection avec les embarcations voisines. L'utilisation de pneus comme pare-battage ou comme amortisseurs n'est pas autorisée.</p> <p>Les chaînes, cordages et autres amarres ne doivent en aucun cas gêner la navigation.</p>	<p>Art. 28 Les embarcations doivent être amarrées solidement, de manière à éviter que des dommages puissent être causés aux bateaux voisins et aux installations portuaires. Toutes les amarres reliant les bateaux à la digue, ou à aux estacades, aux môles ou au ponton seront équipées d'amortisseurs. Au surplus, tous les bateaux doivent être munis d'un nombre suffisant de pare-battage, dont les dimensions et la disposition assurent une réelle protection avec les embarcations voisines. L'utilisation de pneus comme pare-battage ou comme amortisseurs n'est pas autorisée.</p>
Bateau coulé et renflouage	<p>Art. 29 Tout propriétaire d'un bateau qui coule à l'intérieur du port est tenu de le faire retirer de l'eau dans les délais les plus brefs. Après mise en demeure par l'autorité portuaire, et à défaut d'exécution, il y sera procédé d'office, à ses frais. L'art. 21 est au surplus applicable.</p>	
Elimination de bateaux et objets indésirables	<p>Art. 30 La Municipalité peut ordonner en tout temps, après les avertissements et préavis d'usage, l'enlèvement, aux frais, risques et périls des propriétaires, de bateaux, ancrages ou autres objets jugés indésirables dans le port pour des raisons d'ordre, de sécurité, ou lorsqu'ils présentent des risques de nuisance et de pollution.</p>	
Remorques, bers et autres engins	<p>Art. 31 Dès qu'un bateau est mis à l'eau, au terme de la période d'hivernage, la remorque, ber ou tout autre engin doit être évacué immédiatement du port et de ses dépendances. Font exception les remorques servant à la mise à l'eau des bateaux pour lesquels une place à terre est attribuée.</p>	

	<p>Le stockage des remorques et bers appartenant aux sociétés nautiques ou à des professionnels de la navigation doit faire l'objet d'une demande écrite à la Municipalité et doit être fait toute l'année sur les emplacements attribués.</p> <p>Les remorques et bers entreposés contrairement aux prescriptions du présent article pourront être évacués aux frais, risques et périls des propriétaires. A défaut, une redevance journalière sera perçue, sans préjudice de sanctions pénales.</p> <p>En outre, les remorques, bers et autres engins utilisés doivent présenter toute garantie de sécurité sous peine de retrait de l'autorisation. Au surplus, ils doivent porter en permanence, de façon lisible, le numéro de contrôle du bateau pour lequel ils sont prévus ou le nom du propriétaire.</p>	
Déplacement et évacuation des bateaux et du matériel	Art. 32 L'autorité portuaire se réserve le droit de faire déplacer ou évacuer provisoirement les embarcations du port pour permettre les travaux de dragage, de fauchage et d'entretien ou autres modifications des surfaces concédées. Elle est également autorisée, en cas de nécessité, à faire déplacer ou évacuer les bateaux et autres matériels parqués sur les dépendances.	Art. 32 L'autorité portuaire se réserve le droit de faire déplacer ou évacuer provisoirement les embarcations du port pour permettre les travaux de dragage, de fauchage, et d'entretien et de manifestations ou autres modifications des surfaces concédées. Elle est également autorisée, en cas de nécessité, à faire déplacer ou évacuer les bateaux et autres matériels parqués sur les dépendances.
	TITRE V	
	TARIF	
Taxes	Art. 33 La Municipalité arrête le tarif des taxes dictées par l'application du présent règlement.	
Entrée en vigueur du tarif	Art. 34 Ce tarif entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud.	Art 34 Ce tarif entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud. au 2018.
Définition des taxes	Art. 35 La taxe d'amarrage est due pour l'année entière, quelle que soit la durée de l'amarrage. Elle est réduite de moitié pour les pêcheurs professionnels et le garde-port.	


	Un supplément de taxe, déterminé par le tarif, est dû pour l'amarrage ou le parage des bateaux dont les propriétaires habitent en dehors du territoire de la Commune.	
	TITRE VI	
	POLICE DU PORT	
Respect des ordres donnés par le garde-port ou la police	Art. 36 Chacun doit se conformer aux signaux et aux ordres du garde-port ou de la police, notamment en cas de danger pour la navigation et de mesures spéciales d'ordre lors de fêtes ou autres manifestations.	
Vitesse limitée	Art. 37 Dès l'entrée du port et à l'intérieur de celui-ci, la vitesse sera adaptée au trafic et à l'aménagement des lieux; elle ne dépassera pas 6 km/h.	
Bruit	Art. 38 Les propriétaires de bateaux doivent prendre toutes les précautions pour éviter de troubler le repos et la tranquillité du voisinage, particulièrement entre 22h00 et 06h00. Ils prennent également toutes mesures nécessaires à limiter le bruit provoqué par les gréements.	
Planches à voile Stand up paddle	Art. 39 La mise à l'eau et la navigation des planches à voile sont interdites dans le port.	Art. 39 La mise à l'eau et la navigation des stand up paddle (SUP) est autorisée uniquement au ponton de la Rame-Dame avec entrée et sortie du port par le môle Est.
Interdictions 1) propreté	Art. 40 Il est strictement interdit: a) de jeter quoi que ce soit dans le port qui puisse le combler, le salir, le polluer ou gêner la navigation ; b) de faire des dépôts sur les berges, jetées, murs, estacades, enrochements, glacis ou passerelles, places à terre et autres dépendances du port. Les déchets et ordures doivent être déposés dans les conteneurs prévus à cet effet ;	Art. 40

<p>2) stationnement, navigation, amarrage</p>	<p>c) d'endommager ou de salir les installations et les ouvrages ;</p> <p>d) de vidanger les coques de bateaux dans le port, en tant qu'il s'agisse d'eau mélangée d'huile ou de cambouis ;</p> <p>e) d'utiliser, de déplacer ou de lever les ancrages ou amarrages des bateaux appartenant à autrui, de monter à bord des embarcations sans autorisation du propriétaire, sauf pour porter secours à une personne en danger ou pour protéger un bateau contre un risque de détérioration ;</p> <p>f) d'amarrer, de quelque façon que ce soit, des bateaux aux arbres, mâts, antennes, bancs, etc ;</p> <p>g) de stationner à l'entrée du port et à l'intérieur de celui-ci en dehors des lieux réservés à l'amarrage ;</p> <p>h) de gêner ou d'entraver la navigation volontairement ou par négligence ;</p> <p>i) d'ancrer ou d'amarrer une embarcation aux emplacements réservés à la section de sauvetage ou de gêner l'activité de cette société ;</p> <p>j) de mouiller une ancre dans le port, sauf dans les cas de force majeure ;</p> <p>k) d'amarrer une maison flottante (houseboat) dans le port ;</p>	
<p>3) autres</p>	<p>l) d'installer, sans autorisation, des passerelles et des échelles d'embarquement ;</p> <p>m) de prêter un bateau aux enfants de moins de 8 ans pour naviguer dans le port sans surveillance ;</p> <p>n) de pêcher dans le port ;</p> <p>o) de se baigner à l'intérieur du port ;</p>	<p>n) de pêcher dans le port au moyen d'une ligne au lancer, de tendre des filets de pêche et de poser des nasses de manière à gêner la navigation à l'intérieur du port ;</p>

	<p>p) de se promener dans le port dans une tenue indécente ;</p> <p>q) d'apposer toute publicité de marque, même indirecte, sur l'ensemble des installations, corps flottants y compris.</p>	
Contrôle des bateaux	Art. 41 Le garde-port peut contrôler en tout temps les bateaux qui stationnent dans le port afin de s'assurer qu'ils satisfont aux exigences et conditions posées par les dispositions légales et réglementaires de la navigation.	
Droit d'intervention	Art. 42 En cas de nécessité, et notamment pour éviter tout danger, le représentant de l'autorité portuaire peut monter sur toute embarcation, y compris les bateaux "visiteurs", et prendre toutes mesures utiles. Les frais éventuels peuvent être mis à la charge des propriétaires responsables.	
	TITRE VII	
	DISPOSITIONS FINALES	
Infractions au règlement - Répression	<p>Art. 43 Les infractions au présent règlement sont sanctionnées par l'amende sur la base de la Loi sur les sentences municipales.</p> <p>La Municipalité peut, au surplus, retirer sans délai le droit d'ancrage ou d'amarrage en cas de violation grave ou répétée des dispositions du présent règlement.</p>	<p>Art. 43 Les infractions au présent règlement sont sanctionnées par l'amende sur la base de la Loi sur les sentences municipales. La poursuite et la répression des infractions aux dispositions du présent règlement sont régies par la loi sur les contraventions et par le règlement général de police de l'Association de communes Sécurité Riviera.</p>

Recours	Art. 44 Les décisions de la Municipalité sont susceptibles de recours auprès du Tribunal administratif. Sont exceptés les recours en matière de taxes, qui sont réglés par l'art. 45, al. 1 et 2 de la Loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux. La compétence des tribunaux est au surplus réservée.	Art. 44 Les décisions de la prises par la Municipalité sont susceptibles de recours auprès du Tribunal administratif. Sont exceptés les recours en matière de taxes, qui sont réglés par l'art. 45, al. 1 et 2 de la Loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux. La compétence des tribunaux est au surplus réservée. en application du présent règlement peuvent faire l'objet d'un recours : <ul style="list-style-type: none"> a. dans les 30 jours à la Commission communale de recours en matière d'impôts lorsqu'il s'agit de taxes ; b. dans les 30 jours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, lorsqu'il s'agit de tout autre décision.
Abrogation des dispositions antérieures	Art. 45 Le règlement du port du 30 avril 1993 est abrogé.	Art. 45 Abrogé.
Entrée en vigueur, abrogation	Art. 46 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud.	Art. 45 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud. La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement. L'article 94, alinéa 2 de la loi sur les communes est réservé. <p>Il annule et remplace le règlement du 13 août 2003.</p>

Adopté par la Municipalité, le 9 octobre 2017

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ
Le syndic :  Le secrétaire : 

Alain Grangier Pierre-A. Dupertuis

Adopté par le Conseil communal, le 6 décembre 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL DE LA TOUR-DE-PEILZ

Le Président:

Le secrétaire:

Yohan Ziehli

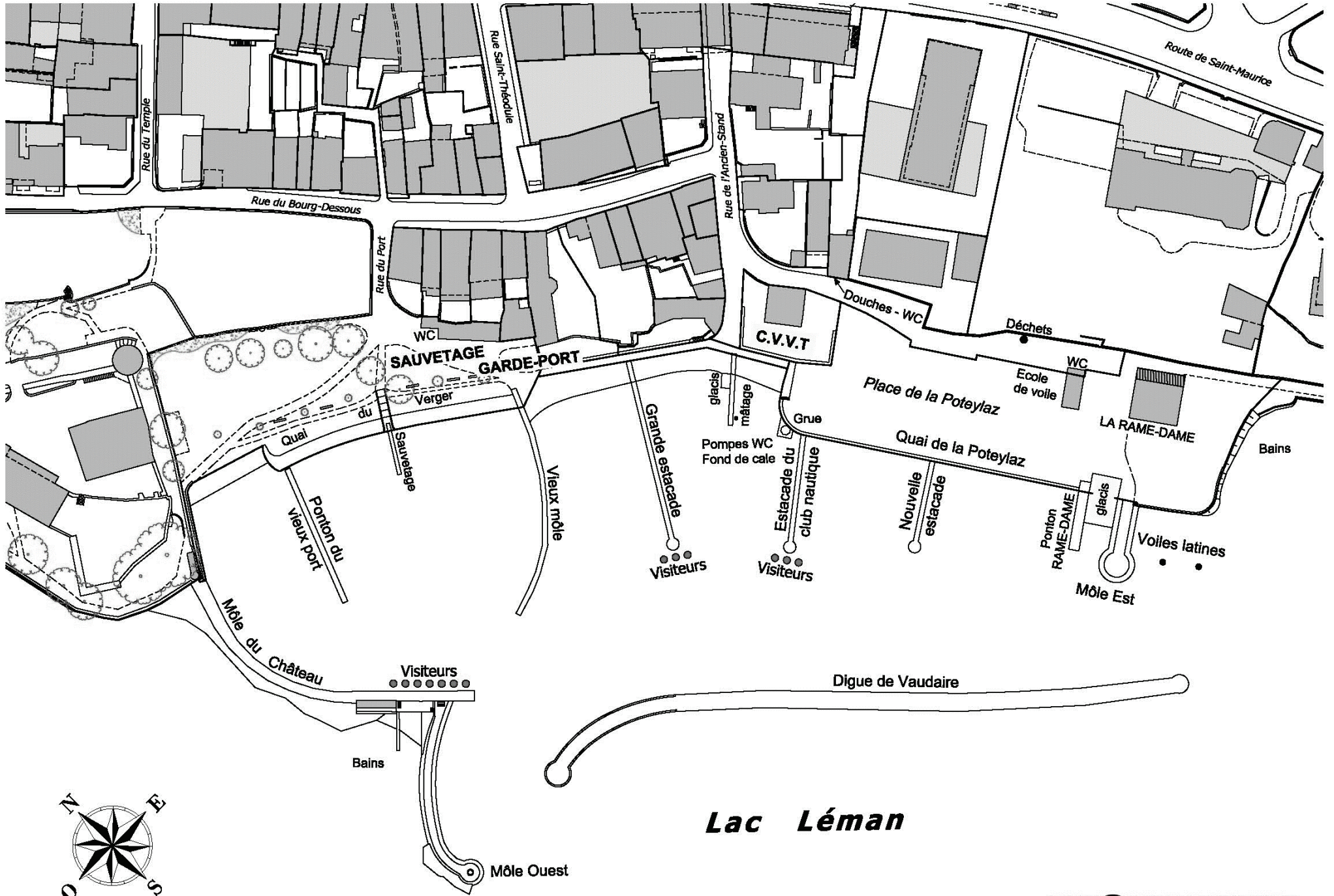
Carole Dind

Approuvé par le Conseil d'Etat la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement, le

L'atteste,

Le Chancelier

Annexe: plan de situation



Lac Léman

TARIF GENERAL DU PORT

TARIF D'ANCRAGE

La taxe d'ancrage ou d'entreposage à terre des bateaux est perçue pour l'année entière, soit pour la période du ~~1^{er} juin au 31 mai~~ 1^{er} janvier au 31 décembre, quelle que soit la durée d'occupation.

Pour tout séjour d'embarcation étrangère au port entre le 1^{er} mai et le 31 octobre, il est encaissé une taxe de Fr 10.- par nuit, dès et y compris la première nuit.

Les propriétaires d'embarcations domiciliés en dehors de la commune ~~et les copropriétés dont au moins un membre réside en dehors de la Commune~~ paient un supplément de 100 % sur le tarif.

Les pêcheurs professionnels et le garde-port ont droit à une réduction de 50 %.

Les bateaux participant aux régates du CVVT et autres sociétés nautiques de la commune sont dispensés du paiement de la taxe pendant la durée des régates.

Pour tout bateau à l'eau, y compris les youyous et annexes :

Taxe minimum	Fr.	65.--
--------------	-----	-------

Par m ² d'encombrement (longueur prise hors tout et largeur prise au maître bau, c'est-à-dire : la plus grande longueur multipliée par la plus grande largeur)	Fr.	28.--
---	-----	-------

Entreposage à terre :

Pour tout bateau entreposé au Verger de la Ville ou sur la place de La Poteylaz :

Taxe minimum	Fr.	65.--
--------------	-----	-------

Par m ² , hivernage compris (les dimensions du bateau s'entendent chariot compris)	Fr.	18.--
---	-----	-------

HIVERNAGE

Pour tout bateau en hivernage à terre ou à l'eau entre le 1^{er} novembre 15 octobre et le 15 mai :

Par m ²	Fr.	10.--
--------------------	-----	-------

Cette taxe est indépendante de la taxe d'ancrage.

CARENAGE

Taxe unique pour autorisation de caréner	Fr.	30.--
--	-----	-------

Sont exonérés du paiement de cette taxe :

- les titulaires d'un droit d'ancrage ;
- les usagers de places d'hivernage ;
- les personnes domiciliées dans la Commune et inscrites sur la liste d'attente.

Pour tout dépassement du délai fixé par le règlement ou l'autorité portuaire :

Taxe journalière	Fr.	10.--
------------------	-----	-------

Toutes les taxes ci-dessus s'entendent hors TVA.

INDEXATION


La Municipalité se réserve le droit d'indexer le présent tarif pour chaque augmentation de 5 % de l'indice du coût de la vie.

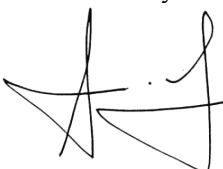
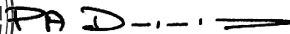
Indice au 1^{er} janvier 2003: 102.3.

Ce nouveau tarif annule celui du ~~30 avril 1993~~ 13 août 2003 et entre en vigueur au ~~1^{er} juin 2003~~ 2018.

Adopté par la Municipalité, le 9 octobre 2017

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ

Le syndic :  Le secrétaire :

Alain Grangier Pierre-A. Dupertuis

Adopté par le Conseil communal, le 6 décembre 2017

Le président :

La secrétaire :

Yohan Ziehli

Carole Dind

Approuvé par le Conseil d'Etat, la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement, le

L'atteste, le Chancelier :